

# Le pouvoir aux travailleurs

10 juillet 2011

N° 173

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)  
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

<u>SOMMAIRE</u>	PAGES
<b><u>EDITORIAL :</u></b>	
- UNE AGGRAVATION DU REGIME DE REPRESSION EST EN PREPARATION .....	2
- LES HOPITAUX COMPLETEMENT DELABRES NE PEUVENT PAS PRATIQUER DES SOINS .....	3
- POURSUITE DES RESPONSABLES DE CRIMES ET D'EXACTIONS PENDANT LA PERIODE POST- ELECTORALE .....	3 - 4
- FEUILLE DE ROUTE DU GOUVERNEMENT : RIEN POUR LES TRAVAILLEURS ! .....	4
- SAISON DES PLUIES A ABIDJAN : AU-DELA DES INTEMPERIES, C'EST L'IRRESPONSABILITE DES DIRIGEANTS QUI TUE .....	5
- UN MINISTRE QUI A SAUTE L'ETAPE DE STAGIAIRE ! .....	9
- LES PATRONS DE FILTISAC PLEURENT LA BOUCHE PLEINE ! .....	10
- HOPITAUX ET FORMATIONS SANITAIRES PUBLICS : LE CALVAIRE DES AGENTS JOURNALIERS .....	11
- WRANGLER : UNE PETITE LUTTE VICTORIEUSE .....	12
- SATOCI : L'INFIRMERIE N'EXISTE QUE DE NOM .....	13
- DARLING : QUI SEME LE VENT RECOLTE LA TEMPETE .....	13
- SENEGAL : FACE A LA COLERE POPULAIRE, WADE EST CONTRAINT DE RAVALER SON PROJET DE NOUVELLE CONSTITUTION .....	14 - 15

## UNE AGGRAVATION DU REGIME DE REPRESSION EST EN PREPARATION

Depuis que le régime de Gbagbo est tombé, les nouveaux dirigeants ne mâchent pas leurs mots pour le qualifier de dictatorial, de régime militaire et policier. Il est accusé de crimes de sang, de crimes économiques, de malversations dans la gestion des deniers publics.

C'est tout cela qui s'est traduit, disent-ils, par le développement de la pauvreté durant les dix années de son exercice. Tout cela n'est pas faux. Mais les nouveaux vainqueurs qui sont aux commandes depuis plusieurs mois maintenant mènent-ils pour autant une autre politique plus clémentine à l'égard des masses populaires ?

Dans beaucoup de foyers on n'arrive plus à faire ne serait-ce qu'un repas par jour à cause du prix élevé des denrées. Sans compter que de nombreux travailleurs ont perdu leur emploi au prétexte que les entreprises ont souffert de la crise. Les hôpitaux sont tellement dépourvus de médicaments que même leurs services d'urgence refusent les malades et les blessés graves.

Face à tous ces problèmes, quelles mesures d'urgence les nouveaux dirigeants ont-ils prises pour soulager ne serait-ce qu'un peu la souffrance des masses populaires ? Aucune ! Ils ont pour préoccupation première, la création d'une armée pléthorique. En plus des FDS de l'armée régulière ancienne, ils s'apprêtent à ajouter aujourd'hui 8 700 ex-rebelles et 2 300 autres jeunes dits "*volontaires*". Au final, les effectifs de l'armée représenteraient des dizaines de milliers de personnes. Huit nouvelles casernes seraient construites à travers le pays. Aux sommes d'argent colossales qui seraient englouties à cet effet, il faut ajouter celles qui seraient réservées aux armements, aux uniformes, à la nourriture et aux multiples besoins des militaires. Tout cela sera prélevé sur le budget de l'Etat au détriment des services publics utiles à la population. Et puis les militaires, ça ne produit pas des richesses et ça constitue une couche parasitaire qui vit sur le dos de la population. L'augmentation de ces effectifs se traduira forcément par une aggravation des conditions de vie de la population.

Ces milliers de jeunes qui courent les rues chaque matin en bombant la poitrine dans l'espoir d'être parmi les heureux élus des FRCI, le font pour échapper au chômage. Donc ils ne demandent pas autre chose que du travail. On pourrait alors les engager dans des travaux d'utilité publique pour réparer les routes qui sont toutes en mauvais état, construire des logements afin de soulager des populations qui vivent dans des bidonvilles où la moindre pluie est synonyme de mort. Et puis le gouvernement devrait imposer aussi aux entreprises d'engager ces jeunes au lieu qu'elles épuisent leurs travailleurs à effectuer des journées interminables.

Alors, oui ce régime est ennemi des travailleurs tout autant que le régime déchu. Sa fébrilité à vouloir augmenter le nombre des casernes et aussi des effectifs de l'armée prouve s'il en était besoin qu'il cherche à se protéger contre une éventuelle révolte de la population.

Et c'est bien cela qui risque de se produire s'il ne change pas sa mauvaise politique.

## LES HOPITAUX COMPLETEMENT DELABRES NE PEUVENT PAS PRATIQUER DES SOINS

Dès son arrivée au pouvoir, le nouveau régime, voulant se faire un peu de publicité, a dit que les soins hospitaliers sont gratuits pour quelques mois. Dès lors les hôpitaux publics ont été pris d'assaut par les populations pauvres qui continuent de souffrir des affres de la crise militaro-politique.

Au fait, l'accès gratuit aux consultations et aux soins médicaux est un droit pour les populations démunies et les moyens pour y parvenir existent dans ce pays.

Mais les patients, après avoir attendu des heures durant, retournent chez eux soit avec quelques comprimés de paracétamol ou des antipaludiques, soit avec une ordonnance de médicaments à acheter. Tout simplement parce que, dans les centres hospitaliers publics, il y manque de tout : des réactifs pour les analyses de sang aux simples seringues pour les injections. On se souvient que Ouattara avait même promis lors des campagnes électorales que les accouchements pourraient être pratiqués à la charge de l'Etat. Avec quels moyens médicaux ces accouchements se feront-ils quand on sait que les maternités sont totalement dé garnies. Lorsqu' il s'agit d'approvisionner les hôpitaux en matériels et produits médicaux, les dirigeants politiques font toujours semblant de ne rien voir.

De plus, il y a aussi les médecins et les infirmiers qui sont débordés par le nombre pléthorique de malades car les effectifs du personnel soignant sont insuffisants. Dans ces conditions pénibles de travail comment peuvent-ils soigner convenablement les patients ? Pour anecdote, il y a quelques jours, des éléments de FRCI (Forces Républicaines de Côte d'Ivoire) ont tabassé des médecins du CHU de Cocody sous prétexte que ces derniers ne se sont pas vite occupés de leur camarade blessé. Les actes barbares des hommes en armes sont à décrier mais les premiers responsables sont ceux qui ont laissé les hôpitaux à l'abandon en diminuant d'année en année la part du budget consacrée à la santé. C'est la raison pour laquelle les moyens humains et matériels ne suivent pas.

D'ailleurs, il y a longtemps que les centres hospitaliers publics sont considérés comme des « *mouroirs* ».

Alors on comprend bien que cela ne coûte pas un seul sou à Ouattara de rendre des « *mouroirs* » gratuits dans lesquels les riches comme lui n'y mettront jamais les pieds. Ils préfèrent se soigner, eux et leur famille, dans les cliniques privées pour riches.

Quant aux gens démunis, ils ont le choix entre aller dans un hôpital où il n'existe pas de véritables soins médicaux ou pratiquer l'automédication chez eux !

## POURSUITE DES RESPONSABLES DE CRIMES ET D'EXACTIONS PENDANT LA PERIODE POST- ELECTORALE

Des représentants du CPI (Cour Pénale Internationale) ont séjourné en Côte d'Ivoire dans la dernière semaine du mois de juin. Ils étaient en mission d'évaluation des crimes commis lors de la récente crise post-électorale.

Mais à voir ces représentants parader avec les officiels ivoiriens, il y a fort à douter de leur impartialité.

La crise électorale en Côte d'Ivoire a opposé le LMP de Gbagbo au RHDP chapeauté par Ouattara.

Le LMP pour se maintenir au pouvoir n'a reculé devant rien. Les militants et sympathisants du RHDP ou supposés l'être ont été victimes de sévices et brimades de la part des forces fidèles à Gbagbo. Plusieurs personnes sont tombées sous les coups de la répression. On se souvient de la marche des femmes de la commune d'Abobo où sept femmes ont été fauchées par les balles assassines du service répressif de Laurent Gbagbo. Les dirigeants LMP qui ont commandité toute cette machine ont du sang sur les mains et méritent de se trouver derrière les barreaux de la prison.

En face d'eux il y a eu aussi l'appareil militaire de conquête du pouvoir de Ouattara. Les hommes en armes de ce dernier ont entamé leur avancée sur Abidjan à partir de leur base arrière du nord du pays. Dans leur progression, ils ne se sont guère

mieux illustrés que les forces pro-Gbagbo. Aux tueries de Duékoué, il y a eu les exécutions sommaires de Yopougon et le pillage systématique de biens à Abidjan dans les zones sous leur contrôle. La responsabilité de plusieurs chefs de guerre pro-Ouattara est clairement établie dans ces crimes, mais loin d'être inquiétés, c'est le tapis rouge qui leur est déroulé. Ils ont tout le loisir de pavaner au grand jour dans le tout Abidjan.

Ouattara ferme bien les yeux sur les crimes de ses sympathisants. Et ses commanditaires qui tirent les ficelles du CPI en feront probablement de même. Ils ont beau crier que « *tous les tueurs seront jugés* », les faits les contredisent. Sur les dizaines de personnes écrouées, il n'y en a aucune du clan Ouattara. Le CPI n'est seulement qu'une machine de pression des grandes puissances sur les dirigeants de seconde zone.

#### FEUILLE DE ROUTE DU GOUVERNEMENT : RIEN POUR LES TRAVAILLEURS !

Le gouvernement a organisé un séminaire pour définir ses priorités. Autant dire qu'il n'y a absolument rien de concret pour les travailleurs et les populations pauvres.

Par exemple, il n'y a rien de prévu par rapport à la cherté croissante du coût de la vie et l'urgence pour les populations pauvres de voir baisser les prix des biens de consommation tels que le riz, l'huile, le sucre, le savon, etc.

Pas plus, concernant les bas salaires des travailleurs qui ne peuvent pourtant plus couvrir les besoins vitaux de la famille et demandent à être urgemment revus à la hausse.

Il y a aussi le problème des transports interurbains à Abidjan. Tout le monde sait que les bus de la Sotra sont depuis longtemps insuffisants pour assurer un service valable. Les travailleurs et les populations pauvres sont contraints d'emprunter les transports en commun tels que les wôro-wôro et les Gbagka. Seulement le coût des trajets sont au-delà des moyens des populations pauvres et demanderaient à être revus à la baisse. En attendant beaucoup sont obligés de marcher pour se déplacer. Mais cela ne semble pas un problème pour ce gouvernement qui est plus enclin à se préoccuper des problèmes des riches.

# L E U R S O C I E T E

## SAISON DES PLUIES A ABIDJAN : AU-DELA DES INTEMPERIES, C'EST L'IRRESPONSABILITE DES DIRIGEANTS QUI TUE

Cette année encore la saison des pluies est arrivée avec son lot d'inondations et de morts. Aucune commune n'est épargnée, même si les fortunes sont différentes. Yopougon, à chaque pluie sérieuse, n'a plus de voie d'accès. La voie du banco et celle de la prison civile passant par Abobo sont inondées et impraticables. Pour Abobo, la voie du zoo, au niveau même du zoo et de Williamsville deviennent des fleuves en crue. Le Carrefour de l'Indenié entre Adjamé et Cocody se transforme en un immense marigot. Il faut compter aussi avec les caniveaux encombrés et qui se mettent à déborder sur les voies, rendant difficile la circulation et favorisant des embouteillages dans la circulation.

Le drame de la saison des pluies, les pauvres en général et les travailleurs en particulier le vivent souvent doublement. Si le toit des maisons arrive à protéger des rayons du soleil, l'eau de pluie elle arrive à s'infiltrer par les nombreux trous de la toiture perturbant ainsi les nuits. Si en plus le quartier d'habitation se trouve dans un bas-fond, il faut trouver un autre refuge le temps de laisser passer la saison des pluies. Sinon, il y a risque de perdre ses biens, voire même sa vie, engloutis par les eaux de ruissellement. Aussi, quand les voies d'accès des quartiers populaires sont coupées, les travailleurs ne peuvent se rendre à leur lieu de travail, ou quand

ils y parviennent au prix de mille efforts, c'est largement en retard. C'est la journée qui n'est pas pointée avec les tracasseries pour justifier le retard ou l'absence.

Il arrive que les riches aussi fassent les frais des inondations comme cette usine de fabrication de nattes sise à la zone industrielle de Yopougon. Mais le patron, avec les moyens qu'il a, a fait déplacer des journalistes pour parler de son usine et en même temps demander un dédommagement à l'Etat.

Cette situation fort dommageable, loin d'être une fatalité, est plutôt due au peu de priorité que les dirigeants lui accordent. Pour y faire face, les autorités doivent se pencher sur des travaux de viabilisation des quartiers d'Abidjan, la réhabilitation des conduits d'évacuation des eaux de ruissellement, la construction de logements pour les foyers à faibles revenus, etc.

La main d'œuvre pour accomplir ces travaux est bien disponible car il y a dans ce pays des centaines de milliers de chômeurs. Le nouveau pouvoir préfère pour le moment recruter certains d'entre eux comme soldats plutôt que d'embaucher la jeunesse à des travaux utiles pour la population.

# L E U R S O C I E T E

## LE RACKET CONTINUE !

Du fait de l'affrontement entre les forces fidèles à Gbagbo et celles de Ouattara, les taxis wôrô wôrô, les minicars, et les bus avaient cessé de transporter les passagers aux mois de février et mars.

Dans ce secteur d'activité, ce sont les chauffeurs qui ont payé le lourd tribu. Ils vivent au jour le jour c'est-à-dire chaque fois qu'ils travaillent, ils gagnent un peu d'argent pour se nourrir et entretenir leur famille.

En ce qui concerne les taxis wôrô wôrô et les minicars, des jeunes rançonnent les chauffeurs. Certains cherchent quelques clients (passagers) moyennant quelques sous. D'autres positionnent les véhicules. Ces jeunes-là, avec la force, encaissent les taxes comme droit de ligne, droit de chargement, taxe syndicale etc., hormis les charges légales qui sont à la charge des propriétaires de véhicules.

Quand la guerre a éclaté, la plupart de ces jeunes qui vivent en rackettant les chauffeurs se sont armés sous prétexte de libérer le pays en combattant aux côtés des forces favorables à Ouattara. Ainsi, ils ont pris les armes pour s'adonner aux pillages des magasins, boutiques et domiciles. Une de leurs autres activités consistait à arracher les véhicules à leurs propriétaires pour exiger ensuite une somme au-delà de 50 000f pour les restituer. D'autres voitures ont été dépiécées et vendues à la casse.

Cependant, après trois mois de combats, le camp Ouattara a le pouvoir. Ces jeunes se sont ralliés à son armée appelée Frci. Ils sont en tenues militaires et flanqués de pistolets ou kalachnikovs. Ils se disent militaires et agissent comme des voyous avérés.

Dans ce milieu de transport, le travail a repris comme auparavant. Et du coup, ces jeunes, communément appelés chargeurs ou syndicalistes, ont repris leurs

activités aussi. Avant la crise, les chauffeurs pouvaient régler leur différend à coups de poings contre eux. Aujourd'hui, ils ne peuvent plus lever le doigt ni ouvrir la bouche devant eux parce qu'ils sont armés.

Au début du mois de juin, à Adjamé, un chauffeur de taxi wôrô wôrô qui n'a pas respecté leur ordre a essuyé des tirs de kalachnikov. Deux autres personnes ont été également blessées par balles. A la gare d'Abobo, des chauffeurs et apprentis ont été battus sous la menace des armes. Ces Frci règnent en grands maîtres et occupent les commissariats et les brigades d'Abobo. Ils se font appeler « *commandant* » ou « *général* ». Ils s'organisent comme policiers et gendarmes. Ils délivrent des laissez-passer, des convocations, à 2000 Fr, des attestations d'identités à 4000 Fr et bien d'autres papiers. Ils sont en confrontation les uns avec les autres.

Dans le cadre du processus de désarmement, certains pensent que s'ils sont les premiers à déposer les armes, les autres pourraient leur arracher les sites de rackets sur les chauffeurs. D'autres, encore, réclament une indemnisation de la part du gouvernement avant de déposer les armes. Certains sont opposés au retour des policiers et des gendarmes. Leurs divergences de vue se transforment parfois en clans.

Pour le moment, le gouvernement s'accommode de tous ces voyous autoproclamés Frci. Il a déclaré qu'un certain nombre sera encaserné. Il n'est pas dit que ceux qui seront écartés l'acceptent de gaîté de cœur. Plus le temps passe, plus ces voyous armés prennent goût à vouloir continuer à toucher de l'argent facile sur le dos de la population.

# L E U R S O C I E T E

## LES FRCI EXERCENT LA DICTATURE

Les policiers ont déserté la plupart des commissariats. Ils sont remplacés par les FRCI, force militaire liée au nouveau régime. Ce sont eux qui dès lors remplissent les fonctions de police. Ils n'hésitent pas à exiger des sommes d'argent arbitraires auprès des plaignants en échange de régler en leur faveur les conflits de voisinage, les dettes non acquittées, les litiges conjugaux, ainsi que toutes sortes d'affaires pour lesquelles des personnes les sollicitent. Les FRCI délivrent également toutes sortes de documents tels que des attestations d'identité ou des certificats de perte de papiers ou de vol.

Tous les papiers qu'ils délivrent sont estampillés des cachets du commissariat. Ces « services » ne sont évidemment accordés qu'en échange d'espèces sonnantes et payées cash.

Les individus en treillis qui tiennent ces lieux le font avec l'approbation du nouveau régime. Tous ne font pas partie d'un même clan et il leur arrive de régler des comptes (dans tous les sens du terme) entre eux de façon musclée. Certains des FRCI sont selon leurs dires attitrés, c'est-à-dire prétendument inscrits ou recensés. En tout cas reconnus comme tels par le régime. Et puis il y a aussi les « associés » ou « volontaires ». Ces derniers sont constitués de jeunes oisifs lumpenisés, connus comme étant des « débrouillards » dans les lieux peuplés des marchés et des gares routières. Le rançonnement des chauffeurs des transports collectifs et des petits commerçants des échoppes et des étals représentant leur activité de prédilection. Hier, ils le faisaient à mains nues, aujourd'hui ils le font avec des « kalach »

et cette fois avec l'assentiment de leurs supérieurs haut-placés.

Parmi eux, beaucoup sont analphabètes, mais l'essentiel est, pour eux et pour leurs mandataires, qu'ils soient habiles à savoir user de leurs poings pour bastonner et aussi à savoir pointer une arme, sur toute personne susceptible à leurs yeux d'être en faute. Non pas en fonction d'un quelconque article de loi ou de règlement, mais en fonction des faits reprochés par les plaignants qui se trouvent souvent être aussi les payants et en fonction de leur bien vouloir.

D'autre part il n'est pas rare d'apprendre que telle ou telle personne a été abattue par les FRCI pour avoir commis un larcin même d'une valeur pas très élevée.

Le cimetière de Williamsville semble être un lieu prisé par les FRCI pour liquider des personnes. A plusieurs reprises des journaux ont fait état d'exécutions sommaires pratiquées à cet endroit pendant la nuit par des personnes en treillis venus sur ce lieu en véhicules avec leurs victimes menottées. Aucun démenti n'a émané des FRCI pour dire que ce n'était pas eux.

Dans les villes de l'intérieur du pays, là où des gendarmes subsistent, ils coexistent tant bien que mal avec les FRCI.

Les gendarmes étaient liés à l'ancien régime et ne sont par conséquent pas en odeur de sainteté auprès des FRCI. De ce fait, ils se contentent de la portion congrue du point de vue du racket. Il n'est pas rare qu'ils essuient des coups auprès de ces nouveaux maîtres des lieux qui profitent de leur position pour prélever sur les chauffeurs des camions et des cars la part du lion.

## L E U R S O C I E T E

Là où il n'y a pas de FRCI sur les routes, ce sont les brigands coupeurs de route qui sévissent. Ceux là sont pires que les FRCI puisqu'ils tirent sur les véhicules pour les immobiliser et dépouillent chauffeurs et voyageurs de tous leurs biens avant de disparaître dans la nature avec le butin.

Les FDS, policiers, gendarmes et autres CECOS de l'ancien régime empoisonnaient la vie de la population par leur corruption et leur brutalité. Mais malgré cela beaucoup de personnes en sont à penser qu'ils étaient moins détestables que les nouvelles brutes. Ce qui n'est pas peu

dire. Lorsqu'on avait affaire à eux, il fallait présenter des pièces et autres documents et avoir le véhicule en règle. Les FRCI eux ne s'encombrent pas de toutes ces formalités. Ils exigent directement d'être payés sans donner de raison. Ils sont pratiquement incontrôlés du régime et à plus forte raison de la société civile et de la population. Leurs prédécesseurs se croyaient intouchables, mais ont fini par tomber. A la vitesse où ils sévissent, il n'est pas dit que les FRCI ne finissent pas par faire dresser la population contre elles et contre les politiciens qui couvrent leurs méfaits.

## DES AGENTS DE SANTE VICTMES DE LA BRUTALITE DES FRCI

Le 2 juillet, des éléments des FRCI ont bastonné des agents de santé au CHU de Cocody faisant de nombreux blessés. Que s'est-il passé pour que ces combattants dont personne n'ignore la brutalité et les nombreuses exactions commises sur les populations s'en prennent au personnel de santé du CHU ? Selon les faits, les brutes se sont présentées aux urgences avec deux des leurs blessés. Après quelques minutes d'attente, ayant constaté qu'il n'y avait personne pour les recevoir, ils ont décidé de fouiller les bureaux et salles pour trouver un agent de santé qui pourrait s'occuper de leurs blessés. Le premier sur lequel ils sont tombés leur a répondu qu'il n'a pas de matériel pour faire face à l'urgence et qu'il allait les transférer au CHU de Treichville. Ces paroles ont déclenché le courroux des éléments qui l'ont trainé dehors et

lui ont administré une sévère correction. Les autres agents qui sont intervenus pour sauver leur collègue des mains de ses agresseurs sont aussi tabassés.

Il y a eu un arrêt de travail au CHU de Cocody. Ensuite, par solidarité avec leurs collègues, le personnel de santé du CHU de Yopougon a déposé un préavis pour une grève prévue à partir du 18 juillet et pour deux semaines si rien n'est fait. Selon les agents de santé de ce CHU ces soit disant combattants ne sont pas à leur première agression contre le personnel de santé. C'est parfois le fusil sur la tempe des médecins que ces gens là exigent d'être soignés en priorité. Ouattara fustigeait l'armée du pouvoir déchu. On se rend compte que son pouvoir repose sur une armée de gangsters et n'est pas mieux que celle de l'ancien régime.

# L E U R S O C I E T E

## UN MINISTRE QUI A SAUTE L'ETAPE DE STAGIAIRE !

Voilà un ministre, celui de « *la Promotion de la jeunesse et du Service civique* », un certain Alain Lobognon, qui propose comme solution aux jeunes diplômés sans emplois d'effectuer « *une formation à l'intérieur du pays pour acquérir de l'expérience* ». Il a cité les hôpitaux et les écoles.

On ne peut qu'être d'accord avec ces propositions. Mais faudrait-il encore que ce ministre aille plus loin dans sa démarche et fasse des propositions concrètes pour permettre justement aux diplômés chômeurs qui le désirent de réaliser cette expérience et de se rendre utiles à la population durant une partie de leur vie. Et cela d'autant plus qu'ils n'ont aucune autre perspective par ailleurs.

Mais pour cela, faudrait-il encore que ce ministre et son gouvernement mettent à la disposition des candidats un minimum de moyens en terme de frais de déplacement ainsi qu'une somme à remettre par exemple à la famille d'accueil pour la participation aux frais de logement et à la nourriture par ces temps difficiles. De tout cela, pas un mot. Pas plus qu'il n'a parlé des dispositions à prendre par son gouvernement, un cadre, un budget, etc. Rien !

Autant dire que tout cela est en fait loin de la préoccupation réelle de ce ministre qui a certainement fait ce discours pour montrer qu'il existe et peut ainsi justifier son gros salaire.

Il a conclu son discours en disant que ces stagiaires se verront ainsi délivrer un « *certificat de civisme qui permettra aux entreprises de les employer* ».

Bien sûr, il ne pouvait pas dire que les employeurs se moquent bien de ce genre de certificat et que ce qui compte pour eux c'est de trouver des employés à bon marché qui leurs fassent rentrer du profit ! Rien de plus ! Dans ce pays, il y a 4 millions de chômeurs, c'est-à-dire 20% de la population totale. Tout travailleur sait que ce n'est pas possible de résorber un tant soit peu le chômage sans contraindre les patrons à embaucher. Toutes les entreprises fonctionnent en sous effectif. Prenons le cas de la Sotra : il y a quelques années, chaque bus de ligne avait deux agents : un machiniste et un receveur qui s'occupait de la billetterie. Aujourd'hui, le machiniste fait le travail des deux. Ce qui est vrai pour la Sotra, de surcroît une entreprise d'Etat, est plus que vrai pour les autres entreprises. Les dégraissages successifs réduisent le personnel des entreprises au strict minimum, le soumettant à des cadences folles et des horaires extensibles. Pour corriger cette injustice, il faudrait commencer par demander aux patrons d'embaucher pour suppléer au sous effectif.

Ni les travailleurs, ni les jeunes ne peuvent compter sur le ministre ! Son ministère n'est qu'une sinécure pour remplir sa panse et occuper son temps.

---

## LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

---



---

### FILTISAC : LA REFECTION DE L'INFIRMERIE, DERNIER SOUCI DU PATRON

---

Les travaux de réhabilitation de l'usine ont débuté depuis au moins deux mois. Les patrons ont commencé d'abord par les bureaux de l'administration, ensuite ceux de l'usine et enfin la cantine. La réfection de l'infirmerie qui est pourtant très importante pour les travailleurs vient à peine de débiter.

Pendant ce temps, en cas de blessure grave ou de maladie pour les embauchés, ils doivent se rendre à la Clinique centrale d'Abobo. Et pour les

journaliers, ils se prennent en charge eux-mêmes. En principe, un local devrait être aménagé très rapidement pour s'occuper des cas de blessure et de maladie. Mais comme en temps normal cette infirmerie manquait presque de tout, pas de médicaments de première nécessité c'est-à-dire les pansements pour les blessures, des remontants etc, la direction ne voulait pas en faire une préoccupation. En attendant, nous sommes donc condamnés à ne pas tomber malades.

---

### LES PATRONS DE FILTISAC PLEURENT LA BOUCHE PLEINE !

---

Suite à la crise postélectorale et les casses dont cette entreprise a été victime au mois d'avril, les patrons de Filtisac ont présenté un bilan de la situation financière lors d'une Assemblée Générale et pleuré sur le sort des gros actionnaires.

Ainsi, la direction de l'entreprise a évalué le coût des casses à un peu plus d'un milliard de francs. S'y ajoute, selon elle, un manque à gagner d'un montant équivalent (1,1 milliards de francs) causé par la baisse de production lors du dernier trimestre 2010.

Si une simple baisse de production durant un trimestre entraîne un manque à gagner d'un milliard de francs, alors combien de milliards empochent donc les actionnaires de Filtisac lorsque la production est normale ? Or, la production des 3 premiers trimestres a été justement normale et a permis à Filtisac de réaliser 30 milliards de chiffre d'affaire en 2010.

Si malgré cela, elle a décidé de ne pas distribuer de dividendes aux actionnaires, comme elle l'a déclaré lors de cette assemblée, c'est peut-être aussi pour éviter que les travailleurs, aussi bien les embauchés que les journaliers, n'exigent à juste raison le paiement de l'intégralité des salaires non payés par la société durant toute cette période. Ces salaires non payés représentent peu de chose pour le patronat, au regard des profits qu'ils réalisent tous les ans. Mais ce n'est pas dans leur habitude de faire des concessions aux travailleurs tant qu'ils ne se sentent pas obligés.

Souhaitons que les travailleurs donneront justement tort au PDG qui a parlé à cette occasion « *des efforts consentis par le personnel...* », parce que les travailleurs n'ont rien « *consentis* » du tout et n'ont pas encore fait le deuil de leur dû !

---

## *LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS*

---

### FILTISAC

#### C'EST AUX TRAVAILLEURS DE METTRE FIN A L'ARROGANCE PATRONALE

---

Plusieurs travailleurs embauchés de Filtisac ont eu des mises à pied de 4 jours. Ils ne sont pas venus travailler le lundi de la Pentecôte qui est pourtant un jour férié. Les patrons se sentent tellement fort aujourd'hui qu'ils ne se gênent même plus pour exiger des ouvriers de venir

travailler les jours fériés et vont jusqu'à distribuer des mises à pied à ceux qui ne sont pas venus.

Quant à nous les travailleurs, il faut qu'on se ressaisisse très vite si nous voulons que la peur change de camp.

---

### HOPITAUX ET FORMATIONS SANITAIRES PUBLICS : LE CALVAIRE DES AGENTS JOURNALIERS

---

L'Etat emploie en plus des fonctionnaires, des agents dits journaliers, temporaires ou contractuels. Dans le cas des hôpitaux, ceux-ci ont en général en charge tous les menus travaux tels que balayage, plomberie, jardinage ou les emplois de caissier, de chauffeur ou de garçons de salle, etc. Ces agents sont payés souvent sur les ressources propres desdites structures. Les salaires peuvent varier sensiblement d'un hôpital à un autre mais aussi en fonction du directeur. Mais de façon générale, ces salaires dépassent à peine le SMIG.

Par ailleurs, leur prime de transport varie entre 2 000 Fr et 7 000 Fr pour les plus chanceux, là où il faudrait 25 000 Fr. Quant aux augmentations de salaire, c'est laissé au bon vouloir du chef du centre de santé. Mais dans la majorité des cas, les salaires évoluent très peu. Celui qui touchait 40 000 Fr en 1999 peut au mieux toucher 44 000 Fr à 49 000 Fr en 2011. Autant dire un salaire qui ne suit pas l'évolution du coût de la vie. Et

on sait comment la vie est plus chère d'année en année !

Enfin, ces journaliers n'ont pas droit à la pension de l'Etat. Ils doivent être déclarés à la CNPS (Caisse de retraite pour les salariés du Privé) pour bénéficier d'une retraite. Là encore, ils l'obtiennent souvent par la lutte, la peur au ventre, car ils peuvent se retrouver licenciés du jour au lendemain. Et au bout du compte c'est pour se retrouver avec une pension de 40 000 Fr à 50 000 Fr ... par trimestre. Leur seul espoir de gagner mieux est de pouvoir s'intégrer à la fonction publique en passant le concours. Mais l'Etat embauche très peu surtout au bas de l'échelle ! De plus, lorsque le gouvernement veut faire des économies, ils sont les premiers sacrifiés. On se rappelle des dizaines des milliers d'agents journaliers déflatés en 1990 au temps de Ouattara et ensuite des 11 000 au temps de Bédié.

L'Etat a comme les grands patrons, sa main d'œuvre corvéable à souhait et très mal payée.

---

## LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

---



---

### POUR LES TRAVAILLEURS, MANGOU OU BAKAYOKO C'EST BONNET BLANC ET BLANC BONNET

---

Depuis le 07 juillet, les grands chefs de commandement sont connus que ce soit pour l'Etat major, la gendarmerie ou la police ainsi que les commandants des différentes forces qui composent l'armée. On ne parlera plus de Mangou mais de Soumaïla Bakayoko comme chef d'Etat-major.

Les populations d'Abobo, de Koumassi, de Treichville et de façon générale tous ceux qui sont proches du camp Ouattara qui ont eu à subir des exactions des éléments des FDS et autres sont peut-être soulagés de voir partir ces généraux que sont Mangou, Kassaraté et les autres.

Mais, à la première lutte des travailleurs contre les patrons, ils se rendront vite compte que c'est la même chose avec ces nouveaux chefs. Car ce sont ces mêmes éléments qui ont servi sous Bédié,

Guéi, Gbagbo et maintenant Ouattara. Jamais aucun corps d'armée n'a été dissout. Et oui ! Ils sont tous pareils car ils ont reçu la même formation ici et pour les officiers supérieurs le plus souvent en France. D'ailleurs, le Directeur général de la Police est resté à son poste pourtant il avait été nommé par Gbagbo. Et pour cause !

Les « *corps habillés* » sont essentiellement là pour maintenir l'ordre social capitaliste, protéger les propriétés des riches et leur permettre de faire des profits. Quant aux Forces Nouvelles qui s'ajoutent aux FDS, elles sont toutes aussi connues pour racketter les populations et actuellement à se livrer à toutes sortes d'exactions sur ceux qui sont proches ou qu'on prétend proches de l'ancien pouvoir !

---

### WRANGLER : UNE PETITE LUTTE VICTORIEUSE

---

Wrangler est une usine de textile située à l'entrée de la zone industrielle de Yopougon. Elle fabrique des Jeans et des tee-shirts. La majorité des travailleurs sont des journaliers qui travaillent à la pièce. Cela fait des années que nous revendiquons un salaire fixe à la place d'un salaire par article produit. Mais toutes les fois que nos représentants vont voir la direction, elle nous répond par la négative. C'est excédé de ce mépris que dans la première semaine de ce mois nous avons arrêté le travail pour nous faire entendre. Dès le début du mouvement, la direction a choisi délibérément de nous intimider en menaçant nos représentants de renvoi.

Ensuite c'était tout le monde qu'elle menaçait de mettre à la porte. Mais nous n'avons pas cédé. Nous avons plutôt constitué un comité de surveillance qui veillait jour et nuit devant l'usine pour bien montrer que nous restions unis et vigilants

Finalement, au bout de deux jours d'arrêt de travail, c'est la direction qui a reculé en augmentant le salaire par article. Notre revendication principale qui est d'avoir un salaire fixe n'a pas été satisfaite mais nous sommes tous contents car nous avons vu que c'est grâce à notre mobilisation que nous avons obtenu cette petite victoire.

que nous avons obtenu cette petite victoire.

---

## LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

---



---

### SATOCI : L'INFIRMERIE N'EXISTE QUE DE NOM

---

Satoci dispose d'une infirmerie à l'intérieur de l'usine. Mais, il faut être blessé, accidenté ou avoir un malaise pendant le travail pour se rendre compte de son inutilité. Les médicaments les plus élémentaires y manquent. Même le médecin qui par conscience professionnelle accordait parfois des arrêts maladie aux

travailleurs s'est vu rappeler à l'ordre par le patron.

Il paraît que la direction garde des médicaments dans les placards de son bureau.

Dans ce cas, il ne faut pas qu'il se plaigne de recevoir la visite de tous ceux d'entre nous qui en ont besoin.

---

### DARLING : QUI SEME LE VENT RECOLTE LA TEMPETE

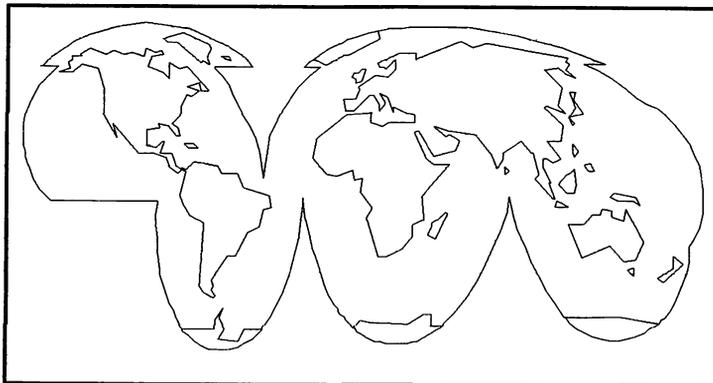
---

A Darling, situé dans la zone industrielle de Yopougon, nous fabriquons des mèches pour les cheveux. Depuis près d'un an, nous avons une nouvelle usine située à un peu plus d'un kilomètre de l'ancienne. Au sein de ces deux unités, le patron emploie des centaines de journaliers qui sont payés à la semaine ou à la quinzaine. Mais depuis près d'un mois, ces derniers n'ont pas encore perçu leur salaire. Lorsqu'ils essaient de s'entendre pour le réclamer, les petits patrons utilisent les relations personnelles avec ceux qu'ils connaissent ou qu'ils ont aidé à entrer dans l'entreprise, pour les diviser.

En plus de la paie qui ne tombe pas, la direction accuse certains de nos collègues de vol de matériel de nettoyage : balais, brosses, serpillères, raclettes, etc. Sans doute qu'ils ont été utilisés. Mais tout de suite il a accusé nos collègues du service nettoyage de les avoir volés malgré les vigiles qui nous fouillent chaque fois à la sortie. Ensuite, il a renvoyé une dizaine parmi eux et a exigé des autres le remboursement sous peine d'être aussi renvoyés.

Voici un patron qui oublie qu'à force de trop vouloir tirer sur une corde, elle finit par se casser.

## TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

<b>SENEGAL : FACE A LA COLERE POPULAIRE, WADE EST CONTRAINT DE RAVALER SON PROJET DE NOUVELLE CONSTITUTION</b>
--

Dans sa soif de rester coûte que coûte au pouvoir, le président sénégalais a voulu modifier la Constitution à huit mois de la future élection présidentielle en y introduisant des éléments sensés lui permettre non seulement de briguer un troisième mandat consécutif mais aussi de se faire élire dès le premier tour avec seulement 25% des voix. De plus, dans le texte qu'il a voulu faire adopter en urgence et sans débat par le parlement, il a introduit l'idée que le président, « *en cas de décès en cours de mandat* », soit remplacé par son vice-président qui devrait être élu avec lui dans un « *ticket* » commun.

Tout le monde a vu dans ce calcul l'ambition de Wade (qui a déjà 85 ans) de léguer le pouvoir à son fils Karim. Ses laudateurs y ont vu « *un coup de maître politique* » voire une trouvaille de « *génie* », tandis que ces adversaires de l'opposition, notamment ceux du Parti Socialiste, ont dénoncé « *une dévolution monarchique du régime* ».

Wade croyait que son « *tripatouillage* » allait passer comme une lettre à la poste d'autant plus que la majorité des députés sont membres de son parti, le PDS. Mais la mobilisation de la rue l'a contraint à reculer et à retirer son projet.

Ce projet n'a été en réalité que la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Les partis de l'opposition regroupés autour du front « *Benno Siggil Sénégal* » avaient mobilisé leurs partisans autour du bâtiment de l'Assemblée nationale pour protester contre le projet de Wade. Un député de l'opposition s'était fait enchaîner symboliquement aux grilles du parlement ; des militants avaient sorti des banderoles appelant au

« *respect* » de la Constitution. Il y a eu quelques escarmouches avec les forces de l'ordre devant le parlement, mais globalement Wade n'avait rien à craindre de cette passe d'arme car une grande partie de la population, notamment celle des quartiers populaires de la banlieue dakaroise, était absente de cette mobilisation.

Ce qui a mis le feu aux poudres c'est qu'en même temps que l'opposition appelait à manifester, Dakar, sa banlieue et les villes proches ont fait l'objet d'une nième coupure de courant (qui a duré trois jours dans certains quartiers), et à ce délestage s'est ajouté dans certains endroits des coupures d'eau. C'en était de trop pour des habitants qui subissent régulièrement ce genre d'avaries, et cela depuis plusieurs mois, voire plusieurs années. Des jeunes et moins jeunes sont sortis presque spontanément dans les rues. La police a chargé à coup de matraque et de gaz lacrymogène mais cela n'a fait qu'attiser le feu qui couvait depuis longtemps déjà.

L'émeute a duré cinq jours. Des bâtiments et des agences de la Sénélec (compagnie d'électricité) ont été incendiés et pillés, de même que plusieurs véhicules de cette compagnie. D'autres bâtiments publics, des mairies, en ont fait également les frais. Des personnalités politiques proches du pouvoir ont été prises à partie par la foule déchaînée (un ministre de Wade a même vu sa maison cossue pillée).

Tous les quartiers populaires de la banlieue dakaroise ont été touchés par cette vague d'émeutes : Yeumbeul, Parcelles Assainies, Ouakam, Liberté, Khar Yalla, Dieppeul, Guédiaway, etc. mais aussi les villes proches comme

Mbour, Thiès, Keur Massar, Rufisque, etc. Il y a eu un peu partout des manifestants en colère qui brûlaient des pneus en plein milieu de la route. Devant certaines agences de la Sénélec, des gens sont venus avec leurs factures d'électricité, ils en ont fait un tas et y ont mis le feu.

Il y a eu au total 10 agences incendiées ou pillées, 44 bus brûlés. Les chiffres officiels font état de 102 blessés dont 13 policiers. Cette colère de la population, plus particulièrement dans les quartiers populaires, ne tombe pas du ciel comme un orage dans un ciel serein. Plusieurs émeutes avaient déjà éclaté au cours des sept derniers mois, contre les coupures intempestives d'électricité et d'eau. Ceux qui font surtout les frais de ces coupures sont les petites gens des quartiers pauvres car lorsque la Sénélec ou la compagnie qui gère l'eau ne parviennent pas à produire suffisamment de l'électricité et de l'eau, ce sont d'abord les quartiers populaires qui en sont privés pour assurer l'approvisionnement des quartiers riches. Même s'il arrive parfois que l'électricité soit aussi coupée dans les quartiers des riches, ceux-ci ont tous des groupes électrogènes de secours, tandis que certains quartiers populaires vivent dans le noir parfois plusieurs jours durant.

A cette colère contre l'incapacité du gouvernement de résoudre ce problème qui dure depuis plusieurs années et qui s'aggrave alors qu'il a promis de régler cette question en « *urgence* », s'ajoutent la flambée des prix des denrées de première nécessité, le chômage, le blocage des salaires, l'insalubrité des quartiers

populaires qui deviennent de véritables cloaques infestés de moustiques à chaque saison de pluie.

C'est toute cette colère qui a explosé au grand jour au nez et à la barbe de Wade et que sa police et son armée ne parviennent pas à contenir, qui a contraint Wade à battre en retraite tel un voleur pris la main dans le sac.

Les dirigeants de l'opposition, notamment ceux du PS, jubilent et voient déjà dans ce premier succès une opportunité pour contraindre Wade à ne pas présenter sa candidature en 2012. C'est la seule chose qui les intéresse car leur ambition c'est de revenir au pouvoir. Quant aux questions qui intéressent vraiment les travailleurs et les habitants des quartiers populaires (à savoir : le chômage, les salaires bloqués, la cherté de la vie et l'amélioration des conditions d'existence, etc.) quand les dirigeants de l'opposition en parlent, c'est uniquement du bout des lèvres, histoire de dire qu'il faut « *bien voter* » la prochaine fois.

Mais pour les travailleurs et les petites gens en général, la véritable question c'est de savoir comment s'organiser pour faire face à la misère qu'ils vivent quotidiennement dans leurs quartiers et sur leur lieu de travail (pour ceux qui en ont un). Pour cela ils ne doivent compter que sur eux-mêmes, sur leur volonté de s'organiser en tant que travailleurs, en tant qu'exploités, en tant que pauvres afin de ne pas se laisser bernier par les politiciens démagogues qui ne pensent qu'à leur carrière politique et à mettre la main sur les caisses de l'Etat.

**UNION AFRICAINE : DIFFICILE D'ETRE EN MEME TEMPS DU COTE DES  
MAITRES ET DE SE MONTRER SOLIDAIRE D'UN COMPERE EN DISGRACE!**

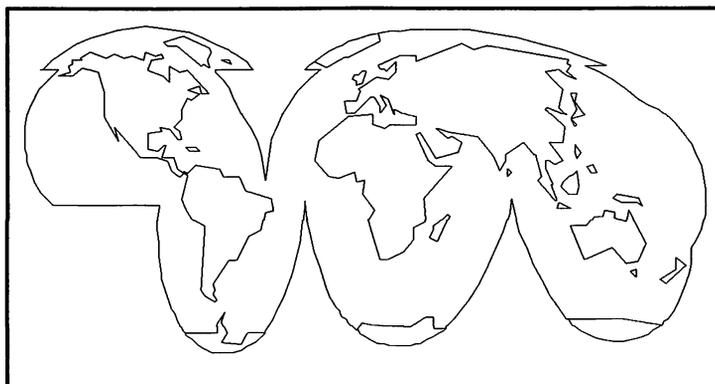
Réunis à Malabo (Guinée Equatorial) le 30 juin dernier dans le cadre d'un sommet de l'Union Africaine (AU) consacré à la situation en Libye, les dictateurs africains n'ont pas réussi à sortir un communiqué commun. Ils sont tiraillés entre leur envie de ne pas voir un des leurs être traité comme un vulgaire voyou, bombardé par les troupes de l'OTAN, et leur envie de ne pas déplaire à leurs maîtres impérialistes. Eh oui, ce n'est pas si facile d'être un bon serviteur de l'impérialisme et en même temps d'être solidaire d'un compère (qui de surcroit les a parfois financés à titre personnel) qui est mis au ban des accusés par ce même impérialisme.

Certains parmi les dirigeants africains ont choisi dès le début de se mettre au garde-à-vous pour montrer leur servitude devant les dirigeants des pays impérialistes. Parmi ceux-là, on

peut citer le président sénégalais qui a déclaré que « *Kadhafi doit partir !* ». D'autres valets lui ont emboité le pas : Ali Bongo (Gabon), Ouattara (Côte d'Ivoire), Ould Abdelaziz (Mauritanie), Museveni (Ouganda), Zenawi (Ethiopie), etc. Certains trainent encore le pas et déclarent que : « *C'est une question de principe. La souveraineté d'un Etat est bafouée. On ne peut pas laisser l'Otan continuer ses bombardements* » (déclaration du président ougandais, Yoweri Museveni).

Mais, plus le temps passe, plus les amis de Kadhafi se font rare et ferment leur bouche. Ils doivent se dire qu'il vaut mieux être du « *bon côté* », c'est-à-dire du côté des maîtres et des puissants car demain eux-aussi pourraient peut-être se retrouver en disgrâce et subir les représailles de leurs protecteurs.

## TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



**UNISSONS-NOUS !**

## CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

*les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :*

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation